

V. Après deux années de fonctions, les auditeurs adjoints et les référendaires adjoints peuvent être nommés respectivement auditeurs et référendaires.

Tout auditeur adjoint, auditeur ou premier auditeur peut, lors de toute vacance utile, être nommé respectivement référendaire adjoint, référendaire ou premier référendaire, à sa demande et par priorité, sur avis du Premier Président et de l'Auditeur général. Tout référendaire adjoint, référendaire ou premier référendaire, peut être nommé respectivement auditeur adjoint, auditeur ou premier auditeur dans les mêmes conditions.

Tout premier auditeur chef de section peut, lors de toute vacance utile, être nommé premier référendaire chef de section, à sa demande et sur avis conforme du premier Président. Tout premier référendaire chef de section peut être nommé premier auditeur chef de section, à sa demande et sur avis conforme de l'Auditeur général.

Conformément à l'article 1^{er} de la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat, modifiée par la loi du 11 janvier 1993, le traitement annuel d'auditeur adjoint et de référendaire adjoint est fixé à € 45.477,53; celui d'auditeur et de référendaire est fixé à € 59.341,70 (au coefficient de liquidation actuel).

(La presse est priée de reproduire le présent avis.)

V. Na twee jaar dienst kunnen de adjunct-auditeurs en de adjunct-referendarissen onderscheidenlijk tot auditeur en referendaris worden benoemd.

Iedere adjunct-auditeur, auditeur of eerste auditeur kan bij iedere voor hem nuttige vacature, op zijn verzoek en bij voorrang, op advies van de Eerste Voorzitter en van de Auditeur-Generaal, respectievelijk tot adjunct-referendaris, referendaris of eerste referendaris worden benoemd. Iedere adjunct-referendaris, referendaris of eerste referendaris kan in dezelfde voorwaarden respectievelijk tot adjunct-auditeur, auditeur of eerste auditeur worden benoemd.

Iedere eerste auditeur-afdelingshoofd kan, bij iedere voor hem nuttige vacature, op zijn verzoek en op eensluidend advies van de eerste voorzitter tot eerste referendaris-afdelingshoofd worden benoemd. Iedere eerste referendaris-afdelingshoofd kan op zijn verzoek en op eensluidend advies van de auditeur-generaal tot eerste auditeur-afdelingshoofd worden benoemd.

Overeenkomstig artikel 1 van de wet van 5 april 1955 inzake de wedden van de ambtsdragers bij de Raad van State, gewijzigd bij de wet van 11 januari 1993, wordt de jaarlijkse bezoldiging van de adjunct-auditeurs en de adjunct-referendarissen vastgesteld op € 45.477,53; die van de auditeurs en de referendarissen wordt vastgesteld op € 59.341,70 (tegen de huidige liquidatiecoëfficiënt).

(De pers wordt verzocht dit bericht over te nemen.)

**SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL DE PROGRAMMATION
DEVELOPPEMENT DURABLE**

[C - 2005/11289]

17 JUIN 2005. — Circulaire. — Environment Information System

Aux services publics fédéraux et services publics fédéraux de programmation.

Monsieur le Premier Ministre,
Madame la Ministre,
Monsieur le Ministre,
Madame la Secrétaire d'Etat,
Monsieur le Secrétaire d'Etat,

1. Partie introductive/contexte

Actuellement, la consommation finale d'énergie dans l'UE est de 20 % plus élevée que celle qui pourrait s'expliquer sur des bases purement économiques. Sur base de ce constat, on estime qu'il subsiste un grand potentiel économique sous forme d'économies d'énergie non réalisées : 17 % de la consommation finale d'énergie pour l'industrie, 22 % pour les secteurs domestique et tertiaire. Le secteur public quant à lui représente à lui seul environ 10 % de la consommation totale d'énergie de la plupart des états membres.

Toujours au niveau européen, de nombreuses études et projets réalisés sur le terrain ont permis d'identifier un certain nombre d'obstacles empêchant ou rendant difficile la pleine intégration des mesures d'amélioration du rendement énergétique au stade de la consommation finale de l'énergie :

- barrières institutionnelles et juridiques,
- manque de visibilité des potentiels d'économies,
- accès limité aux capitaux et la méconnaissance du rapport coût-efficacité,
- le dilemme « investisseur-utilisateur » : investissements minimaux des propriétaires dans les techniques d'économies d'énergie puisque les coûts résultant de l'emploi de techniques moins performantes sont supportés par les locataires.

Au niveau du secteur public, la séparation entre budget d'investissements dans les techniques consommatrices d'énergie et budget réservé à l'entretien et l'exploitation de ces techniques rend difficile la mise au point de mesures incitatives à investir dans des techniques offrant un meilleur rendement énergétique.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN
EN PROGRAMMATORISCHE FEDERALE OVERHEIDSDIENST
DUURZAME ONTWIKKELING**

[C - 2005/11289]

17 JUNI 2005. — Omzendbrief. — Environment Information System

Aan de federale overheidsdiensten en de federale programmatorische overheidsdiensten.

Mijnheer de Eerste Minister,
Mevrouw de Minister,
Mijnheer de Minister,
Mevrouw de Staatssecretaris,
Mijnheer de Staatssecretaris,

1. Inleidend gedeelte/situering

Thans ligt het finale energieverbruik in de EU 20 % hoger dan wat op louter economische gronden te verklaren is. Op basis van die vaststelling gaat men ervan uit dat er een groot economisch potentieel aanwezig is in de vorm van niet-gerealiseerde energiebesparingen : 17 % van het finale energieverbruik voor de industrie en 22 % voor de huishoudelijke en tertiaire sector. Wat de openbare sector betreft, die is op zich alleen goed voor ongeveer 10 % van het totale energieverbruik van de meeste lidstaten.

Nog steeds op Europees niveau hebben talrijke studies en terreinprojecten het mogelijk gemaakt een aantal hinderpalen te identificeren die de volledige integratie van maatregelen ter verbetering van het energierendement op niveau van het eindverbruik verhinderen of bemoeilijken :

- institutionele en juridische hinderpalen,
- gebrekkige zichtbaarheid van het economisch potentieel,
- beperkte toegang tot kapitaal en gebrekkige kennis van de prijs/efficiëntie-verhouding,
- het dilemma « investeerder-gebruiker » : minimale investeringen vanwege de eigenaars in energiebesparingstechnieken aangezien de kosten die voortvloeien uit het gebruik van minder performante technieken door de huurders worden gedragen.

Wat de openbare sector betreft, is het zo dat de scheiding tussen het budget voor investeringen in energieverbruikende technieken en het budget voor onderhoud en exploitatie van die technieken de invoering bemoeilijkt van maatregelen die ertoe aanzetten tot het investeren in de energiezuinigere technieken te investeren.

La création d'un cadre harmonisé et crédible d'instruments, de mécanismes, de définitions et d'informations concernant les services et mesures disponibles au niveau belge doit permettre d'améliorer le rendement énergétique au stade de la consommation finale.

Au niveau européen et pour le secteur public seul, on estime qu'il serait possible de réaliser des économies d'énergie de 9 à 13 milliards d'euros par an d'ici 2020 en effectuant des investissements annuels complémentaires dans l'efficacité énergétique d'un grand maximum de 80 millions d'euros pour l'ensemble de l'UE-15 sur une période de 20 ans.

Des initiatives en ce sens ont déjà été prises dans d'autres pays européens. Ainsi, il existe des orientations spéciales pour les marchés publics dans le domaine de l'efficacité énergétique en Autriche, Finlande, Allemagne, ... De même, des règles particulières visant à garantir l'efficacité énergétique dans les bâtiments publics existent en Autriche, Finlande, France et en Italie. De telles initiatives démontrent qu'il est possible, sans diminuer le confort ou/et la qualité de vie, de réduire la consommation d'énergie jusqu'à 20 %.

De même, dans le cadre de l'exécution du protocole de Kyoto, l'accord gouvernemental prévoit un grand nombre de mesures fédérales qui doivent mener à une réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Une des mesures prévues se concentre sur la réduction de la consommation d'énergie dans les bâtiments publics notamment via le principe du tiers investisseur. Dans ce cadre, le Conseil des Ministres du 19 novembre 2004 a approuvé la création d'une société de droit public nommée « FEDESCO » (AR publié au Moniteur Belge le 1^{er} avril 2005) fonctionnant suivant ce principe du « tiers investisseur », et ce en partenariat avec la Régie des Bâtiments.

Enfin, suivant le premier plan fédéral de Développement durable (2000-2004), chaque SPF/SPP a l'obligation d'annexer à son rapport d'activité annuel à la Commission Interdépartementale Développement Durable (CIDD) un tableau de bord concernant sa consommation d'énergie, d'eau et sa production de déchets. Il doit permettre de suivre l'évolution de ces consommations et comprendre un bilan des dépenses et économies financières en ces matières.

Ces mesures prises dans le cadre du premier Plan Fédéral du Développement Durable (approuvé au CM du 24 septembre) sont confortées et poursuivies dans le cadre de l'action 17 du deuxième plan fédéral de développement durable (2004-2008) : Rôle d'exemple des autorités.

Pour faciliter et automatiser le travail de récolte et d'analyse des données, la Régie des Bâtiments a développé un logiciel d'informations environnementales fédéral EIS (Environment Information System).

Ce logiciel a hérité des données et des caractéristiques d'un logiciel « Energie » utilisé au sein de la Régie. En effet, depuis le début des années 80, la Régie des Bâtiments assure le relevé des consommations de chauffage (gaz, mazout) d'un grand nombre de bâtiments publics fédéraux.

Le nouveau logiciel EIS étend les possibilités de suivi des consommations de chauffage du logiciel précédent à tous les domaines de la gestion environnementale (électricité, eau, déchets, ...).

2. Partie technique

2.1. Descriptif du logiciel EIS :

Pour les bâtiments qu'elle gère, la Régie des Bâtiments met à la disposition des SPF et SPP ce logiciel accessible via Internet, offrant de façon personnalisée :

- l'organigramme des points de mesure d'énergie et d'eau;
- un descriptif de l'occupation des bâtiments;
- un suivi et une analyse des consommations, mois par mois;
- des indicateurs et des ratios de consommation;
- un suivi des différentes catégories de déchets;
- des statistiques et des rapports de synthèse.

De invoering van een coherent en geloofwaardig arsenaal van instrumenten, mechanismen, definitieën en informatie over de in België beschikbare diensten en maatregelen moet het mogelijk maken het energierendement op het niveau van het eindverbruik te verbeteren.

Op Europees niveau en voor de openbare sector alleen gaat men ervan uit dat het mogelijk moet zijn om tegen 2020 jaarlijks 9 à 13 miljard euro energiebesparingen te realiseren door jaarlijks bijkomend te investeren in energiezuinigheid, en dit voor maximum 80 miljoen euro voor de gehele EU-15 over een periode van 20 jaar.

Initiatieven in die zin werden reeds in andere Europese landen genomen. Zo zijn er in Oostenrijk, Finland, Duitsland, ... voor overheidsopdrachten specifieke regelingen op het vlak van energie-efficiëntie. Zo zijn er ook specifieke regels voor het garanderen van de energiezuinigheid van openbare gebouwen in Oostenrijk, Finland, Frankrijk en Italië. Dergelijke initiatieven bewijzen dat het mogelijk is het energieverbruik tot 20 % te verminderen zonder dat dit het comfort of/en de leefkwaliteit aantast.

Het is ook zo dat het regeerakkoord, in het kader van de uitvoering van het Kyoto-protocol, in heel wat federale maatregelen voorziet die moeten leiden tot het terugdringen van de uitstoot van broeikasgassen.

Een van de geplande maatregelen is gericht op het terugdringen van het energieverbruik in openbare gebouwen, met name via het principe van de derde investeerder. In dat kader heeft de Ministerraad van 19 november 2004 de oprichting goedgekeurd van een vennootschap van publiek recht « FEDESCO » (KB gepubliceerd in het Staatsblad op 1 april 2005) genaamd, die werkt volgens dat principe van de « derde investeerder », en dit in partnerschap met de Regie der Gebouwen.

Ten slotte is volgens het eerste federaal plan duurzame ontwikkeling (2000-2004) elke FOD/POD verplicht om bij zijn jaarlijks activiteitenrapport voor de Interdepartementale Commissie Duurzame Ontwikkeling (ICDO) een boordtabel bij te voegen in verband met zijn energie- en waterverbruik en zijn afvalproductie. Die boordtabel moet het mogelijk maken de evolutie van het eigen verbruik te volgen en moet een balans van de uitgaven en de financiële besparingen ter zake bevatten.

Die maatregelen in het kader van het eerste Federaal Plan Duurzame Ontwikkeling (goedgekeurd op de MR van 24 september) worden versterkt en voortgezet in het kader van actie 17 van het tweede federaal plan duurzame ontwikkeling (2004-2008) : voorbeeldfunctie van de overheid.

Om de inzameling en de analyse van de gegevens te vergemakkelijken en te automatiseren, heeft de Regie der Gebouwen een federaal softwareprogramma met milieu-informatie ontwikkeld, EIS (Environment Information System) genaamd.

In dat softwarepakket zijn de gegevens en de karakteristieken overgenomen van een computerprogramma « Energie », dat de Regie heeft gebruikt. Het is inderdaad zo dat de Regie der Gebouwen sinds het begin van de jaren 80 het verbruik inzake verwarming (gas, stookolie) van een groot aantal federale overheidsgebouwen bijhoudt.

Het nieuwe softwarepakket EIS breidt mogelijkheden van het vorige softwareprogramma inzake follow-up van het verbruik op het vlak van verwarming uit tot alle domeinen van de milieuzorg (elektriciteit, water, afval, ...).

2. Technisch gedeelte

2.1. Beschrijving van het softwarepakket EIS :

Voor de gebouwen die ze beheert, biedt de regie der gebouwen aan de FOD's en POD's, via het Internet, dit computerprogramma aan, met de volgende gepersonaliseerde elementen :

- het organigram van de meetpunten voor energie en water;
- een beschrijving van de bezetting van de gebouwen;
- een follow-up en een analyse van het verbruik, maand per maand;
- verbruiksindicatoren en -ratio's;
- een follow-up van de diverse categorieën van afval;
- statistieken en syntheserapporten.

Afin d'assurer la personnalisation et la confidentialité des données, le logiciel est pourvu d'un droit d'accès spécifique et inhérent à chaque login et son mot de passe associé.

2.2. Données à encoder pour chaque bâtiment occupé par une administration fédérale :

- Les données de consommation :
- de gaz;
- de mazout;
- d'électricité;
- d'eau.

Ces données sont à encoder mensuellement pour chaque point de mesure tel que compteur ou jauge. Elles sont à encoder, soit sous la forme d'index provenant des compteurs, soit sous la forme de quantités consommées figurant dans les factures, en choisissant l'unité m³ ou kWh.

- Les données de production :
- déchets.

Le module « déchets » du logiciel fournit, la possibilité de quantifier les déchets produits par le bâtiment (transformation volumes de déchets/ poids de déchets, etc...). Il permet ainsi de suivre l'évolution à la hausse ou la baisse des quantités de déchets produites et des frais liés à leur élimination. Il reprend également une liste des types de déchets existants et des entreprises agréées pour assurer leur collecte et leur élimination. Certains types de déchets peuvent être collectés sélectivement (papier/carton - PMC - petits déchets dangereux, déchets dangereux, palettes en bois, déchets électriques et électroniques, mobilier, etc...). On veillera à ce que les déchets soient éliminés via les bonnes filières, dans le respect de la législation en vigueur (régionale) et en favorisant au maximum, par ordre de priorité décroissant :

- la prévention,
- la réutilisation,
- le recyclage et
- l'élimination

des différentes fractions de déchets.

- Les données administratives sur le bâtiment :
- les coordonnées du gestionnaire du bâtiment;
- le nombre de personnes équivalent à temps plein occupant le bâtiment;
- les événements ayant une influence sur les consommations (campagne de sensibilisation, investissement,...);
- changement de compteur (N° de série, N° EAN, local, ...).

Ces données sont à tenir à jour.

2.3. Organisation :

Chaque président de l'administration fédérale est tenu de désigner en son sein un responsable E.I.S. Ce responsable est chargé :

- d'organiser l'utilisation de l'E.I.S pour couvrir tous les bâtiments de son institution : attribution des logins, identification des personnes à former par l'I.F.A, formations internes, sensibilisation ...;
- de veiller à la régularité de l'encodage;
- d'assurer l'interface entre la Régie des Bâtiments et tous les acteurs de l'organisation qu'il a mis en place dans son institution;
- de surveiller la consommation globale de l'ensemble du parc immobilier de son institution;
- d'envoyer annuellement le rapport de consommation du parc de bâtiments à la commission interdépartementale du développement durable (PFDDI 2000-2004, § 155).

Teneinde de personalisatie en de vertrouwelijkheid van de gegevens te garanderen is het programma gekoppeld aan een specifiek toegangsrecht dat inherent is aan elke login en het desbetreffende wachtwoord.

2.2. Te registreren gegevens voor elk gebouw waarin een federale administratie is gehuisvest :

- Verbruiksgegevens :
- gas;
- stookolie;
- elektriciteit;
- water.

Die gegevens moeten maandelijks worden geregistreerd voor elk meetpunt, zoals een teller of een peilpunt. Ze moeten worden geregistreerd ofwel in de vorm van de index op de teller, ofwel in de vorm van verbruikte hoeveelheden zoals aangegeven op de facturen, waarbij een eenheid moet worden gekozen : m³ of Kwh.

- Productiegegevens :
- afval.

De « afval »-module van het programma biedt de mogelijkheid om het kwantificeren van het afval dat per gebouw wordt geproduceerd (transformatie afvalvolumes/afvalgewicht, enz.). Ze stelt ook in staat de evolutie - stijging of daling - te volgen van de geproduceerde hoeveelheden afval en van de kosten voor de verwijdering ervan. Ze bevat ook een lijst van de bestaande soorten afval en van de erkende bedrijven voor afvalophaling en -verwijdering. Sommige soorten van afval kunnen selectief worden opgehaald (papier/karton - PMD - klein gevaarlijk afval, gevaarlijk afval, houten paletten, elektrisch en elektronisch afval, meubilair, enz.). Men moet erop toezien dat het afval via de juiste kanalen wordt verwijderd, waarbij de geldende (gewestelijke) wetgeving wordt nageleefd en, in dalende volgorde van belang :

- de preventie,
- het hergebruik,
- de recyclage en
- de verwijdering

van de verschillende afvalfracties maximaal worden aangemoedigd.

- Administratieve gegevens over het gebouw :
- persoonsgegevens van de beheerder van het gebouw;
- het aantal personen in voltijds equivalent in het gebouw aanwezig;
- initiatieven met een invloed op de consumptiepatronen (sensibiliseringscampagne, investering,...);
- verandering van teller (serienummer, EAN-nr, lokaal, ...).

Deze gegevens moeten bijgehouden worden.

2.3. Organisatie :

Elke voorzitter van de federale administratie dient in haar schoot een EIS-verantwoordelijke aan te wijzen. Deze verantwoordelijke is er mee belast :

- het gebruik van de EIS te organiseren voor alle gebouwen van zijn instelling : toekenning van de logins, identificatie van de personen die door het OFO moeten worden opgeleid, interne opleidingen, sensibilisering, ...;
- toe te zien op de regelmatigheid van de registratie;
- de interface te verzorgen tussen de Regie der Gebouwen en alle actoren van de organisatie die hij in zijn instelling heeft opgezet;
- toe te zien op het totale verbruik van het gehele vastgoedpark van zijn instelling;
- jaarlijks het verbruiksrapport voor het gebouwenpark over te zenden aan de Interdepartementale commissie duurzame ontwikkeling (FPDO1 2000-2004, §155).

Chaque administration fédérale est tenue de proposer à son responsable E.I.S. un encodeur et un superviseur pour chaque bâtiment ou groupe de bâtiments de manière à couvrir la totalité des bâtiments qu'elle occupe. Ces deux fonctions peuvent être cumulées par une même personne.

Le superviseur est chargé de veiller au suivi des consommations ainsi qu'à la régularité de l'encodage pour chaque bâtiment du groupe de bâtiments qu'il supervise. Ce suivi des consommations se fera mensuellement afin de détecter rapidement toutes anomalies de consommations.

L'encodeur est chargé d'introduire les données administratives ainsi que les données de consommations et de production décrites dans le paragraphe 2.2.

La Régie des Bâtiments assure la mise à jour régulière des informations suivantes :

- surfaces brutes et utiles occupées;
- plan d'implantation des bâtiments;
- organigramme et données des installations techniques.

La Régie des Bâtiments et le Service public fédéral de programmation Développement Durable sont chargés du suivi de la consommation globale de l'ensemble du parc immobilier fédéral.

2.4. Formations :

La Régie des Bâtiments est chargée de la formation des responsables E.I.S. des institutions fédérales. Elle met également à la disposition des utilisateurs, des outils "en ligne", tels que modes d'emploi, manuels, vidéo, aide contextuelle, liste de réponses aux questions fréquentes, ...

Dans le courant du second semestre 2005 et en collaboration avec l'Institut de formation de l'administration fédérale, le Service Public de Programmation Développement Durable organisera et coordonnera, dans un premier temps, des formations au logiciel EIS pour 300 utilisateurs potentiels. Dans ce contexte, les responsables E.I.S. des institutions fédérales sont chargés de fournir la liste et les coordonnées des utilisateurs potentiels de leur institution à former en priorité au SPP DD à l'adresse suivante:

marielle.smeets@poddo.be

Les institutions fédérales sont libres de prendre toutes initiatives supplémentaires permettant de former leur personnel.

2.5. Accompagnement et suivi :

Sur la base de l'ensemble des données de consommation des différentes institutions fédérales introduites dans le logiciel EIS, la Régie des Bâtiments et le Service Public de Programmation Développement Durable développeront une méthodologie de suivi, d'analyse et d'évaluation du processus.

En dehors des projets étudiés et réalisés dans le cadre de FEDESCO, la Régie des Bâtiments reste bien évidemment l'interlocuteur privilégié des SPF/SPP pour toute initiative de travaux et d'investissements liés à l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments publics fédéraux loués ou appartenant au patrimoine de l'Etat.

Le Service Public de Programmation Développement Durable, via sa cellule de coordination des actions fédérales en matière de gestion environnementale fournira dans la mesure de ses moyens humains et budgétaires, une aide logistique à l'ensemble des institutions fédérales dont les bâtiments sont gérés par la Régie des Bâtiments :

— la mise à jour des outils de gestion environnementale fédéraux existants et le développement de nouveaux outils facilitant la démarche (forum électronique via e-community, outils de communication tels que des campagnes de sensibilisation à l'utilisation rationnelle de l'énergie);

— le développement et l'organisation de programmes de formation adaptés aux spécificités des différentes institutions fédérales en matière de gestion énergétique et d'utilisation rationnelle de l'énergie;

— la mise à disposition ponctuelle et individuelle d'expertise dans les institutions fédérales lorsque cela s'avère nécessaire.

Elke administratie dient aan zijn EIS-verantwoordelijke, voor elk gebouw of elke groep van gebouwen, een registreerder en een supervisor voor te stellen zodat alle gebouwen die ze bezet, gedekt zijn. Die twee functies mogen door dezelfde persoon worden uitgevoerd.

De supervisor is ermee belast toe te zien op de follow-up van het verbruik en op de regelmatigheid van de registratie voor elk gebouw van de groep van gebouwen die hij superviseert. Die follow-up gebeurt maandelijks teneinde snel alle anomalieën op het vlak van verbruik te kunnen opsporen.

De registreerder is ermee belast de in paragraaf 2.2. beschreven administratieve en de productie- en verbruiksgegevens in te brengen.

De Regie der Gebouwen zorgt voor de geregelde updating van de volgende gegevens :

- bezette bruto en nuttige oppervlakten;
- inplantingsplan van de gebouwen
- organigram en gegevens over de technische installaties.

De Regie der Gebouwen en de Federale Programmatorische overheidsdienst Duurzame ontwikkeling zijn belast met de follow-up van het totale verbruik van het volledige federale vastgoedpark.

2.4. Opleidingen :

De Regie der Gebouwen is belast met de opleiding van de EIS-verantwoordelijken van de federale instellingen. Ze stelt de gebruikers ook online instrumenten ter beschikking, zoals gebruiksaanwijzingen, handboeken, video, contextuele hulp, lijst van antwoorden op frequent gestelde vragen, ...

In de loop van het tweede semester 2005 en in samenwerking met het Opleidingsinstituut van de federale overheid zal de Programmatorische overheidsdienst Duurzame ontwikkeling in een eerste fase zorgen voor de EIS-opleiding voor 300 potentiële gebruikers. In dat verband zijn de EIS-verantwoordelijken van de federale instelling ermee belast de lijst met de coördinaten te bezorgen van de potentiële gebruikers van hun instelling die prioritair moeten worden opgeleid aan de POD DO op het volgende e-mail adres :

marielle.smeets@poddo.be

Het staat de federale instellingen vrij alle bijkomende initiatieven te nemen om hun personeel op te leiden.

2.5. Begeleiding en follow-up :

Op basis van de gezamenlijke verbruiksgegevens van de verschillende federale instellingen die in het EIS-programma zijn ingebracht, zullen de Regie der Gebouwen en de Programmatorische overheidsdienst Duurzame ontwikkeling een methodologie ontwikkelen voor de follow-up, analyse en evaluatie van het proces.

Behalve voor de in het kader van FEDESCO bestudeerde en uitgevoerde projecten, blijft de Regie der Gebouwen uiteraard het bevoorrechte aanspreekpunt van de FOD's/POD's voor elk initiatief/project inzake werkzaamheden en investeringen in verband met rationeel energieverbruik in federale overheidsgebouwen die gehoord worden of tot het staatspatrimonium behoren.

De Programmatorische overheidsdienst Duurzame Ontwikkeling zal, via zijn coördinatieteam voor de federale milieuzorgacties, binnen de grenzen van zijn menselijke en budgettaire middelen, logistieke hulp bieden aan alle federale instellingen waarvan de gebouwen door de Regie der Gebouwen beheerd worden :

— updating van de bestaande federale milieuzorginstrumenten en ontwikkeling van nieuwe instrumenten om de aanpak te vergemakkelijken (elektronisch forum via e-community, communicatie-instrumenten zoals sensibiliseringscampagnes voor rationeel energieverbruik);

— ontwikkeling en organisatie van opleidingsprogramma's, aangepast aan de specifieke kenmerken van de verschillende federale instellingen, inzake energiebeheer en rationeel energieverbruik;

— gerichte en individuele terbeschikkingstelling van expertise in de federale instellingen wanneer dit nodig blijkt.

2.6. Conclusion :

Le logiciel EIS s'avère donc un outil indispensable au développement d'une politique énergétique cohérente sur l'ensemble des bâtiments occupés par les institutions fédérales. Il facilitera grandement l'analyse et l'explication des évolutions de consommations, et la détermination de priorités, tant dans l'amélioration de l'utilisation des ressources que dans la rénovation de certaines installations ou éléments de constructions. C'est pourquoi il est nécessaire d'en assurer la diffusion et l'utilisation obligatoire dans l'ensemble des services publics fédéraux et des services publics fédéraux de programmation.

Bien que la Régie des Bâtiments joue un rôle important dans l'ensemble de l'action menée, l'engagement actif de chaque service séparément est tout aussi important. Une politique d'utilisation rationnelle de l'énergie efficace conduisant à des réductions effectives de la consommation d'énergie n'est possible que par l'effort quotidien de tous. Nous ne doutons pas que toutes les institutions fédérales concernées répondront positivement à l'appel formulé ci-avant.

C'est la tâche des présidents des SPP et SPF d'appliquer correctement cette circulaire.

Pour des questions relatives à la coordination des formations des utilisateurs, s'adresser par e-mail:

contact@poddo.be

Pour des questions sur le logiciel EIS, s'adresser par e-mail à la Régie des Bâtiments:

eis@regiedesbatiments.be

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

La Secrétaire d'Etat au Développement durable,
Mme E. VAN WEERT

2.6. Besluit :

Het EIS-programma is dus een onontbeerlijk instrument voor het opzetten van een coherent energiebeleid voor alle gebouwen waarin federale instellingen zijn gehuisvest. Het zal de analyse en de verklaring van de evoluties in het verbruik alsook de vaststelling van de prioriteiten, zowel om de middelen beter in te zetten als om sommige installaties of constructie-elementen te vernieuwen, aanzienlijk vergemakkelijken. Daarom dient het in alle federale overheidsdiensten en federale programmatorische overheidsdiensten te worden verspreid en verplicht te worden gebruikt.

Hoewel de Regie der Gebouwen een belangrijke rol speelt in het hele gebeuren, is de actieve inzet van elke dienst afzonderlijk zeker even belangrijk. Een efficiënt beleid van rationeel energieverbruik dat leidt tot een effectieve daling van het energieverbruik, is pas mogelijk wanneer elke dagelijkse inspanningen levert. Wij twifelen er niet aan dat alle betrokken federale instellingen massaal en positief zullen reageren op deze oproep.

Het is de taak van de voorzitters van de FOD's en de POD's om deze omzendbrief correct toe te passen.

Voor vragen met betrekking tot de coördinatie van de vormingen van de gebruikers :

contact@poddo.be

Voor vragen met betrekking tot het programma EIS kan men zich tot het volgende e-mail adres van de Regie Der Gebouwen richten :

eis@regiedergebouwen.be

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

De Staatssecretaris voor Duurzame Ontwikkeling,
Mevr. E. VAN WEERT

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

[C - 2005/12171]

Adaptation au 1^{er} septembre 2005 du montant de la rémunération normale prise en considération pour l'application de la législation relative au congé-éducation payé, à l'indice des salaires conventionnels pour employés (arrêté royal du 23 juillet 1985, article 16, § 1^{er}, modifié par les arrêtés royaux des 27 août 1993 et 13 juillet 2001)

Etant donné l'évolution de l'indice des salaires conventionnels pour employés au deuxième trimestre 2005 (base 1997 = 100), le montant de la rémunération normale prise en considération pour l'application de la législation relative au congé-éducation payé sera adapté au 1^{er} septembre 2005 selon la formule suivante :

Montant en vigueur au 1^{er} septembre 2004 x $\frac{119,61}{117,09}$

En conséquence, au 1^{er} septembre 2005, le montant prévu à l'article 16, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 23 juillet 1985 d'exécution de la section 6 - octroi du congé-éducation payé dans le cadre de la formation permanente des travailleurs - chapitre IV de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, modifié par les arrêtés royaux des 27 août 1993 et 13 juillet 2001, est fixé à 2.050 euros.

MINISTERE DE LA DEFENSE

[C - 2005/07173]

Recrutement spécial. — Session de recrutement de candidats officiers de carrière en 2005. — Erratum 4

Au *Moniteur belge* n° 398 du 16 novembre 2004, page 76244, dans le texte français, il y a lieu de remplacer le texte « Ing Ind Mécanique (2) » de la première colonne, neuvième ligne du tableau du point « 4. Postes vacants » par le texte suivant : « Ing Ind Mécanique ou Ing Ind Electro-mécanique (2) ».

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

[C - 2005/12171]

Aanpassing op 1 september 2005 van het bedrag van het normale loon dat in aanmerking komt voor de toepassing van de wetgeving inzake betaald educatief verlof, aan het indexcijfer van de conventionele lonen van bedienden (koninklijk besluit van 23 juli 1985, artikel 16, § 1, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 27 augustus 1993 en 13 juli 2001)

Gezien de evolutie van het indexcijfer van de conventionele lonen voor bedienden voor het tweede trimester 2005 (basis 1997 = 100), wordt het bedrag van het normale loon dat voor de toepassing van de wetgeving inzake betaald educatief verlof in aanmerking komt, op 1 september 2005 aangepast volgens de volgende formule :

Het bedrag dat op 1 september 2004 van toepassing was x $\frac{119,61}{117,09}$

Bijgevolg wordt op 1 september 2005 het bedrag voorzien in artikel 16, § 1, van het koninklijk besluit van 23 juli 1985 tot uitvoering van afdeling 6 - toekenning van betaald educatief verlof in het kader van de voortdurende vorming van de werknemers - van hoofdstuk IV van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 27 augustus 1993 en 13 juli 2001, vastgesteld op 2.050 euro.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

[C - 2005/07173]

Bijzondere werving. — Wervingssessie van kandidaat-beroepsofficieren in 2005. — Erratum 4

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 398 van 16 november 2004, blz. 76243, in de Nederlandse tekst, moet de tekst « Ind Ing Mechanica (2) » van de eerste kolom, negende lijn van de tabel van het punt « 4. Vacatures » vervangen door de volgende tekst : « Ind Ing Mechanica of Ind Ing Electro-mechanica (2) ».